

Budget 2024: pourvu que la transition soit courte

L'invitée Nathalie Hardyn

Directrice du
département
politique
de la CCIG*



Le Canton de Genève a présenté, jeudi 14 septembre, un budget 2024 déficitaire de 256 millions de francs, en deçà du maximum admissible autorisé de 279 millions. Si ce budget déficitaire ne donne pas le sentiment d'un changement de cap à tribord, la capitainerie de la Tour Baudet nous garantit que le virage a bel et bien été amorcé, d'où le qualificatif de «budget de transition». Toutefois, il lui faut du temps - soit une année - pour que ce paquebot vire effectivement de bord. En effet, lorsque nous parlons de l'État de Genève, nous parlons bien d'un immense navire,

lourd, engourdi, ankylosé, et la cure d'amaigrissement n'est pas prévue pour 2024. Le Conseil d'État table sur une augmentation des charges de fonctionnement de 383 millions de francs par rapport à l'année 2023. Ceci est en particulier lié aux fortes demandes en prestations sociales en lien avec la conjoncture ainsi qu'à l'accroissement démographique des élèves causé par la crise migratoire.

Le changement de cap à la Tour Baudet, conforté par une majorité au Grand Conseil qui résulte des élections du printemps dernier, doit mettre un terme à la crise des dépenses du Canton de Genève. Les études de la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)** sur la fiscalité et les finances publiques de 1991 à 2022 l'ont suffisamment démontré: le Canton de Genève est bel et bien le plus gros paquebot helvétique jamais construit. Il est d'ailleurs constamment dans le peloton de

tête des cantons de Suisse les plus dépensiers, les plus gourmands en impôts et les plus endettés.

Les rentrées fiscales sont pourtant importantes. Elles sont d'ailleurs en évolution et s'accroissent de 570 millions de francs par rapport à 2023, soit une augmentation de plus de 7%. Cette forte croissance découle de la bonne santé des secteurs phares de l'économie genevoise et de l'entrée en vigueur de la RFFA. Plus généralement, les revenus globaux de l'État progressent de 6,3% pour s'inscrire à plus de 10 milliards de francs. La CCIG relève à ce propos dans sa dernière étude de 2022 que les recettes fiscales par habitant du canton de Genève sont les plus élevées de Suisse et le potentiel fiscal du canton le plus exploité. Le problème ne vient donc pas d'un manque de ressources, mais d'une crise des dépenses.

Nul doute que le Conseil d'État,

soutenu par le Grand Conseil, procédera à des arbitrages structurels qui visent un développement pérenne des finances publiques. Il va de soi que le paquebot ne deviendra pas un hors-bord en un claquement de doigts. L'État doit bien évidemment poursuivre sa mission de service public, servir les prestations promises et dues à la population et réussir les transitions écologique et numérique. Cependant, l'État est devenu trop lourd dans sa structure pour devenir agile dans son service. Le gouvernement présentera avant la fin de l'année ses priorités politiques à moyen terme et les mesures structurelles dans le programme de législation et le plan financier quadriennal. Pourvu que la transition soit rapide, car l'iceberg est droit devant.

* **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**